

Vivre en Angola

Le site des expatriés francophones en Angola

Indicateurs sanitaires

✘ La **situation humanitaire et sociale reste précaire** : 68,2 % de la population dispose de moins de 2 USD par jour pour vivre, environ 60% de la population est « au chômage » (sans tenir compte de l'économie informelle) et l'espérance de vie n'est que de 51 ans.

60 à 70% des infrastructures de santé ont été détruites pendant la guerre et plus de la moitié de la population n'a pas accès à des structures de santé de base et à **l'eau potable**. Le taux d'alphabétisation des adultes serait de 65% et celui de la scolarisation primaire d'environ 75%. La guerre civile a entraîné un **déplacement des populations des campagnes vers Luanda**, engendrant une pression difficilement soutenable pour la capitale (6,5 millions d'habitants aujourd'hui, alors que la ville a été construite pour accueillir 500 000 personnes) et une **recrudescence de la violence et du banditisme**.



Quelques chiffres du Programme des Nations Unies pour le Développement (2010)

- 146^e rang sur 169 en terme de développement humain
- Taux de mortalité infantile pour les enfants de moins de 5 ans : 164 ‰
- Taux de mortalité maternelle : 14 ‰ (contre 8,3 ‰ pour l'Afrique subsaharienne)
- Dépenses publiques de santé : 2% du PIB

Si les **moyens sanitaires, matériels et humains** sont toujours **déficients**, ✘

l'Angola connaît cependant, du fait de l'isolement lié à la guerre pendant de nombreuses années, **le plus bas taux d'infection du virus du Sida** en Afrique australe (3,9% de la population selon une étude suédoise).

L'Angola est l'un **des pays les plus affectés par les mines antipersonnel** et par les restes d'explosifs de guerre (estimation entre 6 et 8 millions de mines). Des efforts ont été faits depuis la fin de la guerre civile pour déminer le territoire, il subsiste cependant des difficultés de réintégration dans la vie civile des ex-combattants, un désarmement constant de la population civile ou encore le retour des populations déplacées et parties à l'étranger.



Sources : *France Diplomatie, PNUD*